

**Pour l'enseignement supérieur, la collectivité nationale a dépensé 28,7 milliards d'euros en 2012. Cette dépense a été multipliée par 2,64 depuis 1980 (en prix constants).**

**En 2012, la dépense moyenne par étudiant s'élève à 11 740 euros, soit 43,2 % de plus qu'en 1980 (en euros constants).**

La collectivité nationale a consacré, en 2012, 28,7 milliards d'euros à l'enseignement supérieur. Depuis 1980, cette dépense a connu une forte croissance (+ 3,1 % en moyenne par an). Son poids dans la dépense intérieure d'éducation est passé de 14,6 % en 1980 à 20,6 % en 2012 (*tableau 01*).

L'accélération de cette progression, sensible de 2006 à 2010, tient à un effort budgétaire accru, mais aussi, en début de période, à la prise en compte d'un périmètre élargi à toutes les activités de recherche en université, à une revalorisation des cotisations sociales imputées et, enfin, à la réévaluation du coût des formations sanitaires et sociales relevant maintenant de la compétence des régions. En 2012, comme en 2011, la croissance annuelle marque le pas et n'est plus que de 0,9 % (0,7 % en 2011), en prix constants.

Sur l'ensemble de la période, la DIE au profit du supérieur a été multipliée par 2,64 mais, face à un doublement des effectifs, la dépense moyenne par étudiant n'a augmenté que de 43,2 % (compte tenu des ruptures de séries en 1999 et en 2006), atteignant 11 740 euros en 2012. Dans le même temps, la dépense moyenne par élève du second degré augmentait de 62,1 %. Au cours de la période récente, la dépense moyenne augmente d'abord de 11,0 %, en euros constants, entre 2006 et 2009, puis se replie légèrement entre 2009 et 2012 (- 1,2 % en trois ans, en euros constants), en raison d'un moindre effort budgétaire conjugué à une croissance des effectifs.

Les comparaisons internationales (qui reposent sur des données nationales pas toujours homogènes) montrent que la dépense annuelle moyenne par étudiant en France est, en 2010, un peu supérieure

à celle de la moyenne des pays de l'OCDE (15 070 équivalents-dollars contre 13 530). Le coût moyen d'un étudiant estimé par l'OCDE de manière cumulée, sur l'ensemble de la durée de ses études supérieures, place la France près de la moyenne (mais des pays comme les États-Unis ne participent pas à cet indicateur).

Les coûts moyens par étudiant sont très différents selon les filières de formation (*graphique 02*). Ils varient, en 2012, de 10 940 euros par an pour un étudiant d'université à 13 510 pour un étudiant de STS et 15 020 pour un élève de CPGE. Néanmoins, au cours des années récentes, ces dépenses moyennes ont tendance à se rapprocher. Les coûts par étudiant en IUT (ainsi que d'autres instituts rattachés) ne sont plus quantifiables depuis la mise en application de la Lof, en raison de la globalisation des crédits des universités. Le coût théorique d'une scolarité de 18 ans, menant sans redoublement à une licence, est évalué à 148 100 euros en 2012, quand une scolarité en 17 ans menant à un BTS reviendrait à la collectivité à 142 300 euros.

La part de l'État est prépondérante dans le financement de la DIE pour le supérieur (70,1 %), loin devant celles des collectivités territoriales (10,9 %) et des ménages (8,5 %). Certaines aides directes ou indirectes financées par l'État, et qui bénéficient aux étudiants ou à leur famille, n'apparaissent pas dans la DIE pour l'éducation supérieure : elles sont d'ordre fiscal (majoration du quotient familial) ou non directement liées au statut étudiant (allocation logement à caractère social). Leur prise en compte (hors versements des régimes sociaux) porterait en 2012 la dépense par étudiant de 11 740 euros à 13 060 euros ■

La dépense d'éducation pour l'enseignement supérieur comprend l'ensemble des dépenses pour les établissements publics et privés de la France métropolitaine et des DOM pour l'enseignement et les activités liées : œuvres universitaires, administration, fournitures, bibliothèques universitaires, rémunération des personnels d'éducation en formation, etc. Elle ne comprend pas les activités de formation continue ni, jusqu'en 2006, le fonctionnement et l'investissement de la recherche des universités (mais elle retenait par contre l'ensemble des salaires des enseignants-chercheurs).

À partir de 2006, et en raison de la nouvelle présentation des lois de finances dans le cadre de la Lof, on retient l'ensemble des coûts de la recherche en université (personnel, fonctionnement et investissement). Pour les comparaisons internationales, sont également comptabilisées les dépenses de R&D relatives à certains organismes (ex : CNRS). Les montants des dépenses de la dernière année sont des montants provisoires.

L'indicateur international est présenté en équivalents-dollars convertis en utilisant les parités de pouvoir d'achat qui sont des taux de conversion monétaire permettant d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies.

Sources : MEN-MESR DEPP  
Pour les comparaisons internationales : OCDE  
Champ : France métropolitaine + DOM hors Mayotte, public et privé

## 01 La dépense d'éducation pour le supérieur

(y compris l'apprentissage au niveau supérieur)

France métropolitaine + DOM hors Mayotte, public et privé

	1980	2000	2010	2011	2012p
<b>DIE pour le supérieur (1)</b>					
aux prix courants (en milliards d'euros)	4,2	17,5	27,5	28,0	<b>28,7</b>
aux prix de 2012 (en milliards d'euros)	10,9	21,6	28,2	28,4	<b>28,7</b>
Part dans la DIE (en %)	14,6	16,7	20,2	20,4	<b>20,6</b>
Dépense moyenne par étudiant (1) aux prix de 2012 (en euros)	7 760	9 910	11 840	11 820	<b>11 740</b>
<b>Structure du financement initial (en %) (2)</b>					
État		78,5	71,3	70,3	<b>70,1</b>
<i>dont MEN – MESR</i>		68,2	62,9	62,0	<b>61,7</b>
Collectivités territoriales		5,2	10,7	10,8	<b>10,9</b>
Autres administrations publiques et CAF (3)		1,3	1,7	2,1	<b>2,3</b>
Entreprises		5,8	7,8	8,3	<b>8,2</b>
Ménages		9,2	8,5	8,5	<b>8,5</b>

2012p : données provisoires

(1) La DIE a été réévaluée (voir méthodologie indicateur 01) pour l'ensemble de la période 1980-2012.

Les dépenses moyennes par étudiant n'ont été recalculées qu'à partir de 1999.

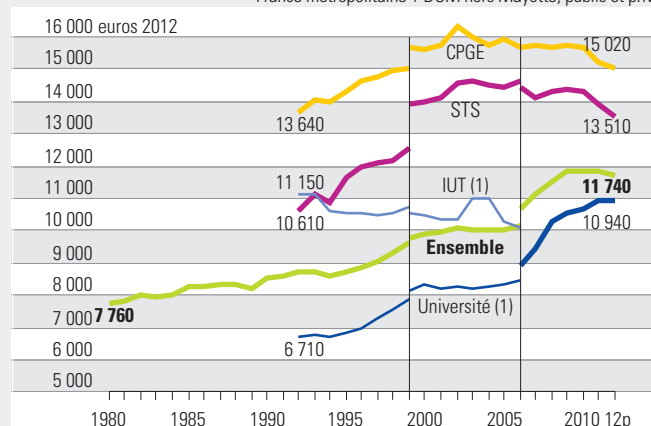
(2) La structure du financement initial de l'enseignement supérieur a fait l'objet d'une nouvelle estimation à partir de 2003.

(3) Y compris chambres consulaires (CCI, CM, CA, etc.).

Source : MEN-MESR DEPP

## 02 Évolution de la dépense moyenne par étudiant aux prix 2012 (1980-2012)

France métropolitaine + DOM hors Mayotte, public et privé



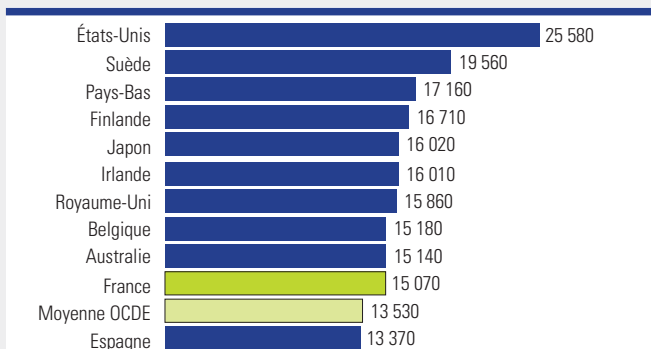
Lecture : ce graphique présente deux ruptures de série :

en 1999, rupture due à la rénovation du compte de l'éducation (France métropolitaine + DOM) ; en 2006, rupture due à la modification des règles budgétaires et comptables de l'État (Lolf).

(1) La réforme de la Lof ne permet plus de repérer les dépenses des IUT, qui sont, depuis 2006, intégrées aux universités.

Source : MEN-MESR DEPP

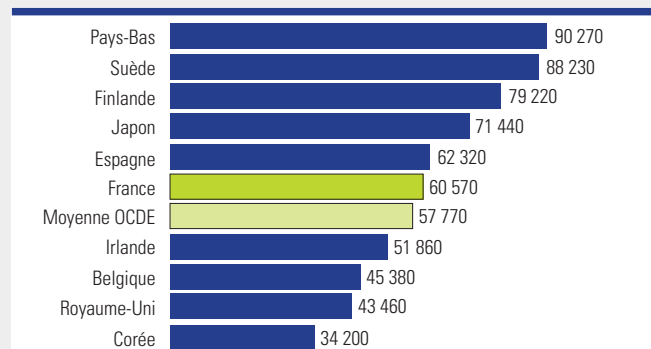
## 03 Dépense moyenne annuelle par étudiant, y compris activités de recherche et développement (1) en équivalents-dollars (2010)



(1) Voir méthodologie ci-contre.

Source : OCDE, Regards sur l'éducation, édition 2013

## 04 Dépenses cumulées par étudiant, pendant la durée moyenne de ses études (y compris recherche) (1) en équivalents-dollars (2010)



(1) Les données sur la durée moyenne des études aux États-Unis ne sont pas disponibles.

Source : OCDE, Regards sur l'éducation, édition 2013